



SYNTHÈSE

Tous les chiffres sont à fin novembre 2018 et les valeurs en FCFA, sauf indications contraires

Environnement international propice

Au dernier trimestre de 2018, l'économie mondiale poursuivrait sa bonne orientation, grâce au dynamisme de l'économie américaine stimulée par la production industrielle, la consommation des ménages et l'accélération des dépenses publiques. Par conséquent, la croissance de l'activité économique mondiale devrait s'afficher à +3,9% en 2018 après +3,8% en 2017.

En Afrique subsaharienne, la progression du PIB devrait se situer à +3,4% en 2018 en hausse par rapport à la croissance de +2,7% réalisée en 2017.

Sur le *marché des matières premières*, les cours moyens des principaux produits de base évoluent diversement par rapport à la période correspondante de 2017. Les cours du cacao (+12,9%) et du pétrole brut (+34,0%) progressent. Par contre, ceux du caoutchouc (-24,0%), de l'huile de palme (-12,8%) et du café (-14,1%) se contractent.

Sur le *marché des changes*, en moyenne sur les onze premiers mois de l'année 2018 et comparativement à la même période de 2017, l'euro se renforce par rapport au dollar américain (+5,4%) et à la livre sterling (+1,1%).

Activités économiques nationales en croissance

Au **plan national**, l'activité tire avantage d'un cadre macroéconomique propice, marqué par la poursuite de la mise en œuvre de réformes structurelles et l'exécution du Plan National de Développement (PND) 2016-2020.

Au niveau du **secteur primaire**, l'agriculture d'exportation enregistre une orientation globalement favorable avec une hausse des productions de coton (+27,7%), de banane dessert (+4,7%), d'anacarde (+4,3%), malgré le recul des productions d'ananas (-3,0%) et de sucre (-3,3%).

Le **secteur secondaire** continue de tirer profit de la bonne orientation du BTP (+14,6%) et des industries manufacturières (+6,2%).

Quant à l'activité de la branche « Electricité, gaz et eau », elle augmente modérément de 1,3%, tandis que les industries extractives se contractent de 8,8%.

La croissance de l'activité industrielle est également attestée par l'amélioration de 2,9% du niveau de la consommation d'électricité de moyenne tension.

S'agissant du BTP, il bénéficie de la poursuite des travaux publics, en particulier, la réhabilitation d'anciens ouvrages et la réalisation de nouvelles infrastructures notamment, l'échangeur du carrefour SOLIBRA et le stade olympique d'Anyama.

Le **secteur tertiaire** connaît une évolution globalement favorable marquée par une bonne dynamique du commerce de détail et du secteur du transport, malgré une baisse du chiffre d'affaires des télécommunications de 0,7%. Ainsi, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail et le nombre de passagers dans le transport aérien progressent respectivement de 9,2% et 4,6%. Dans les transports ferroviaire et maritime, le trafic de marchandises augmente respectivement de 17,7% et 5,8% au Port d'Abidjan. Quant au transport terrestre, il s'accroît de 12,7%.

Les **prix à la consommation** enregistrent une hausse modérée de 0,4% sous l'effet conjugué d'un accroissement des prix des produits non alimentaires de 0,7% et d'un repli des prix des produits alimentaires de 0,5%.

Par ailleurs, l'inflation en moyenne annuelle s'établit à 0,4%, en dessous du seuil communautaire de 3% fixé par l'UEMOA.

Dans le secteur moderne, les effectifs dans l'**emploi**¹ formel restent orientés à la hausse avec un nombre de salariés qui s'accroît de 5,8%, correspondant à une création nette de 55 202 emplois en un an. Cette bonne performance est attribuable aussi bien au secteur privé (+6,4% ; + 47 906 emplois) qu'au secteur public (+3,5% ; + 7 296 emplois).

A fin novembre 2018, la situation des **finances publiques** est marquée par un niveau de recouvrement des recettes et dons évalué à 4 258,2 milliards contre 4 128,5 milliards à la même période de 2017, soit une hausse de 129,7 milliards. Cette évolution est

¹ Données de la Solde et de la CNPS

attribuable au bon niveau de recouvrement de l'ensemble des recettes intérieures.

Concernant les dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 5 016,1 milliards, en accroissement de 185,1 milliards dû principalement à une hausse des dépenses du personnel (+118,4 milliards), des dépenses d'investissement (+94,8 milliards) et des prestations sociales (+16,2 milliards). Cependant, cette hausse a été amoindrie par la baisse des dépenses de fonctionnement (-106,8 milliards).

Il en résulte un solde budgétaire déficitaire de 757,9 milliards financé par un recours au marché monétaire et financier sous régional pour un montant de 468,2 milliards et l'émission d'euros obligations de 1 115,1 milliards.

Les **échanges extérieurs** en commerce spécial et hors biens exceptionnels, à l'issue des onze premiers mois de l'année 2018, sont marqués par une hausse en valeur des importations (+12,2%) et un retrait des exportations (-6,7%). Il s'en dégage un solde commercial positif de 481,9 milliards, largement en deçà de celui de 1 489,1 milliards réalisé à la même période de 2017. Par ailleurs, les termes de l'échange se détériorent de 11,9%, suite à une baisse des prix à l'export (-6,8%) et une hausse des prix à l'import (+5,8%).

La **situation monétaire** à fin novembre 2018 se caractérise par un accroissement de la masse monétaire (M2) de 12,6% qui atteint 9 240,2 milliards. Cette hausse provient de la progression de ses contreparties à savoir les actifs extérieurs nets (+1,6% ; +27,5 milliards), les créances nettes sur l'administration centrale (+19,0% ; +351,5 milliards) et les créances nettes sur l'économie (+12,7% ; +766,8 milliards).

Les actifs extérieurs nets bénéficient de l'amélioration du taux de rapatriement des recettes d'exportation et de l'excédent de la balance commerciale.

Les crédits à l'économie bénéficient de la progression des nouvelles mises en place de crédits ordinaires de 14,1% (+557,9 milliards), en termes cumulés sur les onze premiers mois de l'année 2018. Par ailleurs, les escomptes d'effets de commerce et les dépôts enregistrent des hausses respectives de 22,8% (+179,7 milliards) et 6,7% (+111,5 milliards). Quant aux taux moyens, ils baissent respectivement de 0,1 et 0,2 point de pourcentage pour les crédits ordinaires et les escomptes d'effets de commerce.

La **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières** (BRVM) enregistre le recul des indices BRVM 10 (-13,8%) et BRVM Composite (-17,7%) et de la capitalisation boursière (-11,8%). Les indices boursiers refluent du fait de la baisse de l'ensemble des indices sectoriels excepté l'indice « BRVM – Autres secteurs ».

En conclusion, l'activité économique poursuit sa dynamique entamée en début d'année, impulsée notamment par la bonne tenue des industries manufacturières, du BTP et du secteur tertiaire. Au niveau du secteur primaire, la production de l'anacarde consolide son redressement, en lien avec la normalisation de la commercialisation.

CONTEXTE ECONOMIQUE

La production mondiale tirée par l'économie américaine

L'économie mondiale évolue dans un contexte de différends commerciaux entre les Etats-Unis et ses partenaires, particulièrement la Chine. Toutefois, au dernier trimestre de 2018, la production mondiale poursuivrait sa bonne orientation, grâce à la solidité de l'économie américaine.

Dans les **pays avancés**, la croissance du PIB évoluerait diversement au cours du quatrième trimestre 2018.

Ainsi, aux **Etats-Unis**, l'activité économique progresserait de 0,9%, tout comme au troisième trimestre 2018, soutenue notamment par l'accélération des dépenses des ménages et des dépenses publiques. Les exportations américaines rebondiraient en dépit de l'appréciation du dollar et de tensions commerciales avec ses partenaires, en particulier la Chine.

Dans la **zone euro**, le PIB augmenterait de 0,4%, grâce au redressement de l'activité en **Allemagne** (+0,5% après -0,2%), en **Italie** (+0,1%) et en **France** (+0,2%). En **Espagne**, l'activité ralentirait légèrement (+0,5% contre +0,6% au trimestre précédent). Toutefois, l'économie de l'ensemble des pays bénéficie de la vigueur de la consommation des ménages, impulsée par des soutiens budgétaires (revalorisation salariale en Espagne, baisse de cotisation salariale et de taxes d'habitation en France).

Au **Royaume-Uni**, l'activité économique ralentirait à 0,2% au quatrième trimestre après une progression de 0,6% au trimestre précédent. L'économie britannique est pénalisée par le recul de la consommation des ménages et de l'investissement privé en raison de l'attentisme dû au *brexit*.

Au **Japon**, l'activité se redresserait (+0,6%) au quatrième trimestre après une contraction de 0,6%, au troisième trimestre. Cette orientation serait favorisée par la consommation des ménages qui retrouverait son dynamisme grâce notamment à une hausse des salaires. La production bénéficierait également d'une croissance modérée de l'investissement privé et de l'accélération de la demande extérieure.

Dans les **pays émergents** et **pays en développement**, les perspectives de croissance restent divergentes au quatrième

trimestre 2018, dans un contexte d'accroissement des conflits commerciaux et d'incertitude politique dans certains pays.

Ainsi, en **Chine**, la croissance du PIB ressortirait à 1,5% au quatrième trimestre 2018 contre 1,6% enregistrée au troisième trimestre, freinée par la demande intérieure et extérieure. Ce ralentissement de l'économie chinoise serait amplifié par les incertitudes liées aux tensions commerciales avec les Etats-Unis.

Du côté de la **Russie**, la production rebondirait à 0,7% après 0,4% au troisième trimestre 2018, impulsée par la consommation des ménages qui bénéficie de la hausse du pouvoir d'achat des ménages dans le secteur public.

En **Inde**, l'activité économique resterait solide (+1,7%) en dépit d'une faiblesse de la consommation des ménages.

Au **Brésil**, avec la fin du mouvement social, l'activité a accéléré au troisième trimestre avec une progression du PIB de 0,8%, mais faiblirait au dernier trimestre du fait des tensions inflationnistes qui érodent le pouvoir d'achat des ménages.

En **Afrique subsaharienne**, la reprise de l'économie devrait se poursuivre, impulsée par la hausse des prix des produits de base. Par conséquent, la production devrait se situer à +3,1% en hausse par rapport à la réalisation de +2,7% en 2017.

L'économie **sud-africaine** est officiellement sortie de la récession après avoir enregistré une croissance de 2,2% au troisième trimestre de l'année 2018². Le produit intérieur brut (PIB) du pays s'était contracté respectivement de 2,6% et 0,4% aux premier et deuxième trimestres de 2018. L'embellie économique enregistrée durant ce trimestre découle essentiellement des bonnes performances des secteurs de l'industrie, de l'agriculture et du transport. Pour l'ensemble de l'année, la croissance pourrait atteindre +0,8% en 2018.

Au **Nigéria**, la reprise progressive de l'économie se confirme. Selon le Bureau national de la statistique (NBS), le produit intérieur brut du pays le plus peuplé du continent a affiché une hausse de 1,8% au troisième trimestre 2018 après avoir crû de 1,5% au trimestre précédent. Cette progression découle essentiellement des bonnes performances du secteur non pétrolier. Le pays devrait enregistrer une croissance annuelle du PIB de 1,9% en 2018.

² Institut national de la statistique (StatsSA)

En Angola, l'activité s'est contractée au deuxième trimestre 2018 de 7,4% en glissement annuel après -4,7% au trimestre précédent. Cette évolution s'explique particulièrement par les mauvaises performances dans les secteurs de la pêche, de l'industrie manufacturière, des hydrocarbures, des mines, des télécommunications et de l'agriculture.

Bonne progression des cours du cacao

Sur les onze premiers mois de l'année 2018, les cours moyens des principaux produits de base s'affichent pour la plupart en hausse par rapport à la période correspondante de 2017. En effet, les cours du cacao (+12,9%), du coton (+10,1%), de l'or (+1,1%), du pétrole brut (+34,0%), du maïs (+1,9%) et du riz blanchi (+6,0%) progressent. Par contre, ceux du café (-14,1%), de l'huile de palme (-12,8%) et du caoutchouc (-24,0%) fléchissent.

En évolution mensuelle, le cours du cacao se renforce de 2,4% sur le marché de Londres pour s'afficher à 2 185,0 dollars la tonne contre 2 134,2 dollars la tonne au mois dernier. Par contre, le cours du pétrole brut s'amenuise de 20,1% sur la même période.

Poursuite du renforcement de l'euro

Sur le **marché des changes**, en moyenne sur les onze premiers mois de 2018 et comparativement à la même période de 2017, l'euro se consolide par rapport au dollar américain (+5,4%), à la livre sterling (+1,1%), au yen japonais (+3,4%), au rand sud-africain (+3,8%) et au yuan renminbi (+2,6%). La monnaie européenne profite des perspectives d'un resserrement plus tôt qu'attendu de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE).

En évolution mensuelle, l'euro recule de 1,0% par rapport au dollar.

Environnement économique national attractif

Au plan national, l'activité économique évolue dans un environnement stable et favorable aux affaires. Celle-ci s'adosse sur des réformes qui visent à améliorer l'attractivité de la Côte d'Ivoire en matière d'investissements tout en fédérant l'ensemble des services administratifs dématérialisés. A cet effet, le Gouvernement a procédé le 18 octobre au lancement de la plateforme unique des services de l'investisseur dénommée « 225invest Côte d'Ivoire ».

Ces services recouvrent les formalités relatives à la création d'entreprise, aux licences et permis d'affaires, aux questions foncières, à l'enregistrement des actes et décisions de justice, aux procédures de raccordement à l'électricité et aux ventes aux

enchères. Ainsi, la Plateforme serait à terme le seul point d'interaction entre les usagers et l'administration.

En outre, « 225invest Côte d'Ivoire » favorise également, des services en ligne tels que la déclaration et paiement des impôts, la déclaration des cotisations sociales, le guichet unique du commerce extérieur, la Poste de Côte d'Ivoire et l'open Data Côte d'Ivoire.

Ces innovations offrent à tous les investisseurs nationaux et ceux de l'extérieur, un outil dynamique, simple à utiliser et sécurisé pour accomplir rapidement les formalités de leurs entreprises sans se déplacer.

Les mesures et réformes entreprises par le Gouvernement depuis quelques années, ont permis à la Côte d'Ivoire de figurer parmi le top 10 des pays les plus réformateurs du monde, et passer de la 177^{ème} à la 122^{ème} place dans le classement Doing Business de la Banque Mondiale (rapport 2019).

La Côte d'Ivoire signe également la plus forte amélioration en matière de gouvernance avec une progression de l'indice Mo Ibrahim de 12,7 points par rapport à son niveau de l'année 2008. Par ailleurs, l'activité économique continue de bénéficier de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020.

REALISATIONS SECTORIELLES

Réalisations à fin novembre 2018, comparées à celles de fin novembre 2017, sauf indications contraires ; Valeurs en FCFA

Secteur réel

L'activité économique nationale reste bien orientée et continue de se raffermir au plan sectoriel.

Secteur primaire**Orientation favorable de l'agriculture d'exportation**

L'agriculture d'exportation enregistre une évolution favorable de ses spéculations. Les productions de coton (+27,7%), de banane dessert (+4,7%), d'anacarde (+4,3%) sont en progression. Toutefois, les productions d'ananas (-3,0%) et de sucre (-3,3%) se replient.

La production d'**anacarde** se situe à 741 963,7 tonnes en accroissement de 4,3% par rapport à fin novembre 2017. Le taux de transformation atteint 9,2% correspondant à un volume de 68 416,6 tonnes livrées aux unités de transformation locales. Le développement de la transformation locale demeure un sujet d'intérêt majeur pour le Gouvernement. Dans cette optique, le Gouvernement a pris des mesures telles que l'obligation pour les exportateurs de mettre 15% de la production à la disposition des transformateurs locaux et l'octroi d'une subvention pour la transformation locale du produit. Par ailleurs, un financement de près de 107 milliards a été obtenu auprès de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre du Projet de Promotion de la Compétitivité de la Chaîne de Valeur de l'Anacarde. Ce projet vise notamment le développement de zones agro-industrielles consacrées à l'anacarde par l'accélération de l'investissement privé dans des domaines tels que les nouvelles capacités de stockage et de transformation, et par la fourniture d'une infrastructure industrielle physique spécifique qui réduit le coût initial de l'investissement et accroît l'efficacité opérationnelle.

La production de **coton graine** s'établit à 278 080,3 tonnes à fin novembre 2018 contre 217 729,8 tonnes pour la

période correspondante en 2017, soit une augmentation de 27,7%. Cette hausse de la production est en lien avec l'amélioration de la productivité avec un rendement à l'hectare de 1 261 kg pour la campagne échue, contre 955 kg pour la campagne 2016-2017. La campagne 2018-2019 a démarré en décembre 2018 avec un prix du coton premier choix fixé à 265F/Kg inchangé par rapport à la campagne précédente.

Au niveau du **sucre**, la production qui s'élève à 146 077,8 tonnes, enregistre un repli de 3,3% expliqué par un début de campagne 2018-2019 moins dynamique que la précédente. Cependant, il est à noter que les acteurs de la filière ont prévu une hausse des investissements pour combler l'écart entre la production et la consommation locale.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	11 mois 2017	11 mois 2018	Variation (%)
Ananas	44 626,0	43 304,3	-3,0
Banane	397 028,6	415 712,9	4,7
Coton	217 729,8	278 080,3	27,7
Anacarde	711 235,9	741 963,7	4,3
Sucre	151 060,3	146 077,8	-3,3

Source : DGE, OPA, MINADER

La production de **banane dessert** connaît un accroissement de 4,7% et se hisse à 415 712,9 tonnes. La spéculation profite de conditions climatiques favorables et du soutien du programme « Mesures d'Appui à la Banane » (MAB) financé par l'Union Européenne.

Au niveau de l'**ananas**, la production fléchit de 3,0% et se situe à 43 304,3 tonnes. La filière pâtit du manque de structuration, de la désaffection progressive des petits producteurs et de l'intensification de la concurrence sur les principaux marchés à l'exportation.

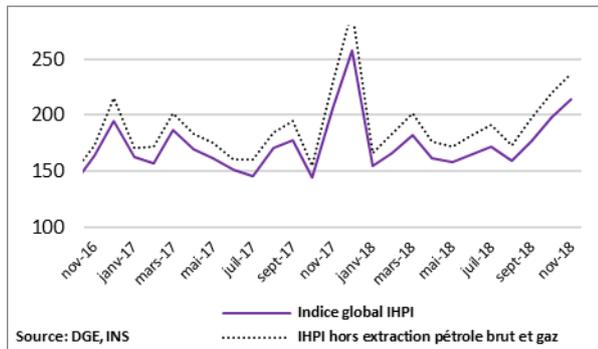
Secteur secondaire

Le secteur secondaire maintient sa dynamique favorable en lien avec le bon comportement de la production manufacturière et du BTP.

Progression de l'activité industrielle

Au terme des onze premiers mois de l'année 2018, l'**activité industrielle** consolide sa bonne orientation, s'affichant en hausse de 4,1%. Cette progression provient de l'effet conjugué de l'accroissement des activités manufacturières (+6,0%) et de la branche « électricité, gaz et eau » (+1,5%) ainsi que du repli de l'activité des industries extractives (-7,2%). Hors activité extractive, la production industrielle croît de 5,6%.

Graphique 1 : Indice harmonisé de la production industrielle



Les « **industries extractives** » accusent une baisse de 7,2% provenant du retrait de la sous-branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel, activités annexes » (-8,7%), en dépit de la forte hausse des « autres activités extractives » (+25,8%).

Ainsi, la production de **pétrole brut** ressort à 10 536,0 milliers de barils, soit une baisse de 7,9% par rapport aux réalisations de la période correspondante de 2017. Ce reflux de la production pétrolière résulte du faible rendement des quatre champs, à savoir : CI-40 (-4,0%), CI-26 (-8,2%), CI-11 (-44,8%) et CI-27 (-33,8%). Cette situation s'explique par la déplétion des puits et le ralentissement des investissements pour rehausser la production. Cependant, les investissements de développement entamés au deuxième semestre 2018 laissent entrevoir une amélioration de la production en 2019.

Quant à la production de **gaz naturel**, elle accuse une baisse de 9,1% sur la période sous revue, pour s'afficher à 1 794,2 millions de mètres cubes. Cette morosité de la production gazière est consécutive au tassement de l'activité des centrales thermiques, principales utilisatrices du gaz naturel. Ces centrales tournent au ralenti à cause notamment de la baisse des exportations et du niveau satisfaisant de la production de l'électricité de source hydraulique.

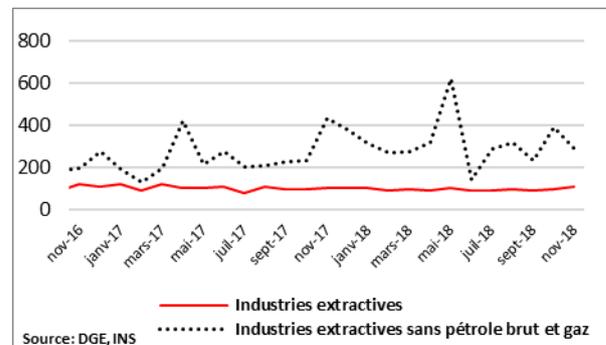
Par ailleurs, les « autres activités extractives », bénéficient de la bonne orientation des productions de gravier (+34,3%), de nickel latéritique (+100,7%) et de manganèse (+69,9%), en dépit du retrait de la production aurifère (-5,0%).

La production de l'**or** s'établit à 21 837,7 kg en repli de 5,0%. Toutefois, la production pourrait reprendre avec la fin des mouvements de grèves sur la mine de Tongon et la poursuite de la mise en œuvre de mesures en vue de redresser de l'activité.

L'extraction de **manganèse** augmente de 69,9% pour se situer à 639 965,6 tonnes. Cette embellie provient à la fois du bon rendement de l'exploitation de la nouvelle mine de Lagonkaha et de l'orientation à la hausse des cours internationaux.

La production du **nickel** latéritique s'établit à 762 325,0 tonnes à fin novembre 2018. Cette production qui a démarré au deuxième trimestre 2017, reste bien orientée par rapport à l'objectif de 750 000 tonnes à fin décembre 2018.

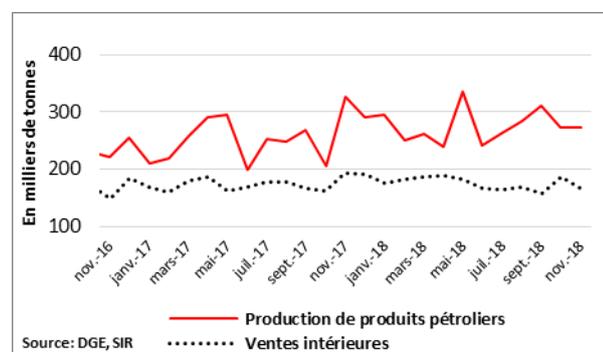
Graphique 2 : Indice de production des industries extractives



L'activité **manufacturière** progresse de 6,0%, en raison de la bonne orientation de la plupart de ses composantes. En effet, les « industries agroalimentaires et tabac » (+11,3%), les « industries pétrolières, chimiques, caoutchouc et plastiques » (+10,1%), les « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+2,5%), les « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+4,9%), les industries de la « fabrication de machines et matériels de tous types » (+9,4%), les « industries du bois et meubles » (+1,3%) et les « industries textiles et cuir » (+1,8%) progressent.

La production de **produits pétroliers** s'améliore de 9,2% pour s'établir à 3 024 371,3 tonnes. Elle tire avantage de l'orientation favorable des ventes à l'extérieur (+9,4%) et de la demande intérieure (+1,0%). La hausse de la production des produits pétroliers provient de l'augmentation des volumes du super (+9,0%), du gasoil (+2,8%) et du fuel-oil (+4,5%), alors que le DDO (-4,4%) s'affiche en retrait.

Graphique 3: Production et vente de produits pétroliers



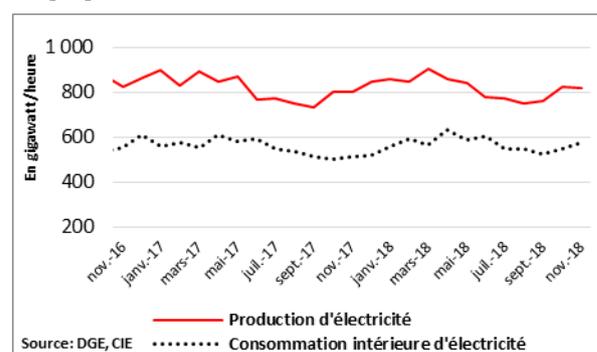
Au niveau de la branche « électricité, gaz et eau », l'indice de la production enregistre une hausse de 1,5%, sous l'effet conjugué d'une augmentation modérée de la « production et distribution d'électricité » (+0,7%) et d'un accroissement de 3,6% du « captage, traitement et distribution d'eau ».

La production d'**électricité** augmente de 0,7%, grâce à l'embellie de la production de source hydraulique (+44,5%) qui a permis de contrebalancer la baisse de l'électricité de source thermique (-10,7%). La contraction de la production d'énergie de source thermique est expliquée par la préférence pour l'hydroélectricité dont le

coût de production est moins onéreux, dans un contexte de chute des exportations d'énergie électrique (-10,7%).

La consommation intérieure d'électricité enregistre une progression de 3,4%, grâce à l'accroissement des achats d'électricité basse tension (+3,5%) et de moyenne tension (+3,2%) traduisant ainsi le dynamisme de l'activité industrielle.

Graphique 4: Production et consommation d'électricité



Consolidation du BTP

Le BTP poursuit son amélioration amorcée en début d'année, affichant une nette progression de 11,7% à fin novembre 2018. Cette embellie est attribuable à la hausse de la consommation de « bitume » (+94,4%), de « graviers » (+34,3%), de « béton » (+9,7%) et de « câbles et fils électriques » (+10,2%). En revanche, les ventes de « sable » (-36,6%) et de « tôles et bacs » (-22,5%) s'affichent en repli. Par ailleurs celles de « ciment » (-2,8%) se tassent.

Secteur tertiaire

Evolution globalement favorable dans le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire connaît une évolution globalement favorable marquée par une hausse du chiffre d'affaires du commerce de détail et de l'ensemble des composantes du transport en dépit d'une baisse du chiffre d'affaires des télécommunications.

Croissance du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

Dans le commerce de détail, l'Indice du Chiffre d'affaires progresse de 9,2%, porté par l'ensemble des branches.

Dans les branches « produits pétroliers », et « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachés », les ventes se sont accrues respectivement de 14,9% et 11,6%, en lien avec la bonne santé du secteur du transport.

Les ventes dans la branche « produits d'équipement du logement » enregistrent une hausse de 5,4%, traduisant le dynamisme du secteur du BTP.

La branche « produits divers » affiche également une progression de ses ventes de 9,0%, portée essentiellement par les branches « machine de bureau et matériel informatique » (+40,2%) et « articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires » (+21,2%) en lien avec la rentrée scolaire.

Le chiffre d'affaires de « produits pharmaceutiques et cosmétiques » enregistre une hausse de 7,4%, attribuable principalement à la sous-branche « produits pharmaceutiques et médicaux » qui voit ses ventes progresser de 7,2%.

Les ventes dans la branche « produits de l'alimentation » se sont également accrues de 1,5% du fait de la bonne tenue des « autres produits de l'alimentation, boissons et tabac » (+1,9%) malgré une baisse des ventes des « produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture » (-34,6%) et des « produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture » (-5,8%).

Bonne tenue du transport

Le secteur du transport conserve son dynamisme amorcé depuis le début de l'année, stimulé par l'ensemble de ses composantes.

Progression continue dans le transport aérien

Au regard du nombre de passagers commerciaux qui s'accroît de 4,6% pour s'afficher à 1 793 559, le **transport aérien** reste bien orienté, soutenu par l'ensemble des destinations.

Le trafic national (+23,0%) continue de progresser avec la remise en service de l'aéroport de San Pedro.

Le trafic vers l'Afrique affiche également une hausse de 0,6% grâce à la destination CEDEAO qui progresse de 1,0%, malgré une baisse du trafic vers le reste de l'Afrique de 0,2%. Cette embellie est également portée par le trafic vers l'Europe qui affiche une hausse de 8,8% (dont la France ; +6,5%) et celui vers le reste du monde qui s'accroît de 19,2%.

S'agissant du fret aérien (+5,0%) et du transit (+17,1%), ils demeurent orientés à la hausse.

Orientation favorable dans le transport ferroviaire

Le **transport ferroviaire** évolue favorablement au regard du transport de marchandises qui s'accroît de 17,7%, porté par les échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, en augmentation de 6,7% et un trafic interne de 86 959 tonnes contre 7 799 tonnes à la même période de 2017.

Hausse globale du trafic dans le transport maritime

Le **transport maritime** est marqué par une croissance du trafic de marchandises (+5,8%) au Port d'Abidjan qui représente environ 80% du trafic global maritime.

Le trafic de marchandises au **Port d'Abidjan** maintient sa tendance haussière grâce au trafic national qui demeure à la hausse (+12,7%), malgré un recul des activités de transbordement (-57,9%) et de transit (-20,1%). Le trafic national doit quant à lui, sa bonne tenue à l'ensemble de ses composantes, notamment les marchandises générales (+11,4%) et les produits pétroliers (+16,5%).

Bonne orientation du transport routier

Le **transport terrestre** reste bien orienté au regard de l'indicateur avancé qu'est la consommation des carburants gasoil et super, qui croît de 12,7%.

Baisse globale du chiffre d'affaires dans les télécommunications

Le secteur des télécommunications est marqué par une baisse du chiffre d'affaires global, malgré la bonne santé de certains services tels que le Mobile Money ou

l'internet. En effet, le chiffre d'affaires des télécommunications recule de 0,7% par rapport à la période correspondante de 2017. Ce repli s'explique par la contraction de 5,6% du chiffre d'affaires du trafic voix et SMS, du fait des nombreuses offres promotionnelles. Toutefois, cette contreperformance est atténuée par la bonne tenue des services Mobile Money et Internet, dont les chiffres d'affaires progressent respectivement de 27,3% et 17,1%.

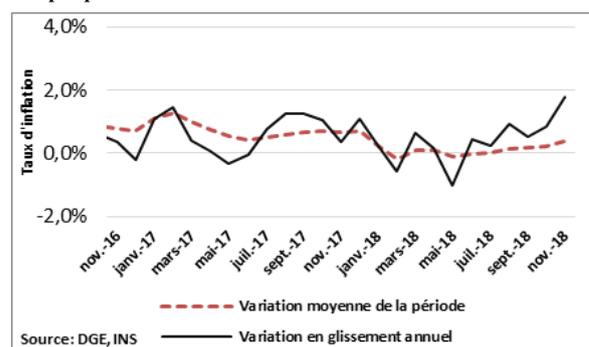
Léger accroissement des prix à la consommation

En moyenne sur les onze premiers mois de l'année, l'indice des prix à la consommation progresse modérément de 0,4% du fait de la hausse des prix des produits non alimentaires de 0,7% combinée à une baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées de 0,5%.

Les prix des produits non alimentaires progressent sous l'effet de la hausse des prix des « articles d'habillement et chaussures » (+0,7%), des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,6%), des « restaurants et hôtels » (+0,9%), du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,0%) et du transport (+0,8%). A l'inverse, les prix de la communication (-2,8%) et de la santé (-1,3%) fléchissent.

S'agissant des prix des produits alimentaires, ils enregistrent un recul de 0,5% suite à la baisse des prix des huiles et graisses (-3,7%), des laits-fromages-œufs (-0,4%), des fruits (-4,0%), des légumes frais (-6,1%), des tubercules et plantains (-5,9%) et des « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,8%). Ces baisses sont contrebalancées par le renchérissement des prix des céréales non transformées (+1,8%), des viandes (+1,1%) et des poissons (+0,4%).

Graphique 5 : Evolution des taux d'inflation



L'inflation, en moyenne annuelle, ressort à 0,4%, en dessous du seuil de 3% fixé par l'UEMOA.

Hausse des effectifs dans le secteur formel

Dans le secteur moderne, les effectifs dans l'emploi formel restent orientés à la hausse, avec une création nette de 55 202 emplois en un an. En effet, le nombre de salariés s'accroît de 5,8% en un an pour s'afficher à 1 014 956, porté essentiellement par un secteur privé dynamique dont les effectifs ont augmenté de 6,4%, soit une création nette de 47 906 emplois. Par ailleurs, le secteur public à travers l'organisation régulière des concours de recrutement des fonctionnaires, contribue également à la création d'emplois avec une hausse de 3,5% des effectifs, correspondant à une création nette de 7 296 emplois en un an.

Finances Publiques

A fin novembre 2018, les finances publiques sont marquées par une hausse des recouvrements de l'ensemble des recettes intérieures ainsi que des dépenses totales par rapport à la même période de 2017. Les recettes totales et dons s'élèvent à 4 258,2 milliards, soit une progression de 129,7 milliards. En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, ils s'accroissent de 185,1 milliards pour se situer à 5 016,1 milliards.

Amélioration de la mobilisation des recettes

L'augmentation des recettes totales et dons est essentiellement due à une bonne mobilisation des recettes intérieures (+151,6 milliards) qui tirent avantage du dynamisme de l'activité économique.

Ainsi, les recettes intérieures enregistrent une bonne mobilisation des impôts directs (+123,7 milliards), des autres recettes affectées (+26,6 milliards), des recettes non fiscales (+36,5 milliards) et des droits et taxes à l'importation (+46,2 milliards). Cette évolution est amoindrie par la baisse des impôts indirects (-23 milliards) et des droits et taxes à l'exportation (-64,1 milliards).

Quant aux dons, ils ont été octroyés à hauteur de 239,6 milliards, soit une régression de 21,9 milliards par rapport à la même période de 2017.

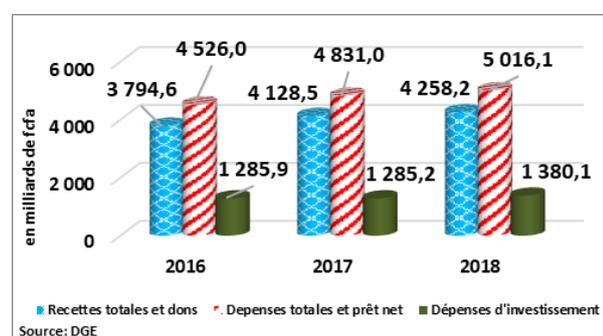
Rationalisation des dépenses de fonctionnement

Les dépenses totales et prêts nets augmentent de 185,1 milliards par rapport à fin novembre 2017. Cette hausse est liée principalement à l'accroissement des dépenses du personnel (+118,4 milliards), des prestations sociales (+16,2 milliards) et des dépenses d'investissement (+94,8 milliards). Cette progression a été contenue par la baisse des dépenses de fonctionnement (-106,8 milliards) en lien avec la baisse des dépenses du budget de l'Etat.

Financement

Il ressort de ces évolutions, un solde budgétaire déficitaire de 757,9 milliards. Ce déficit est financé par un recours au marché monétaire et financier sous régional pour un montant de 468,2 milliards et l'émission d'euros obligations de 1 115,1 milliards.

Graphique 6 : Indicateurs des finances publiques à fin novembre



Echanges extérieurs

Contraction en valeur des exportations sous l'effet des prix

Les **échanges extérieurs** en commerce spécial et hors biens exceptionnels, au terme des onze premiers mois de l'année 2018, sont marqués par une hausse en valeur des importations (+12,2%) et un retrait des exportations (-6,7%). Il s'en dégage un solde commercial positif de 481,9 milliards, largement en deçà de celui de 1 489,1 milliards réalisé à la même période de 2017. En outre, les termes de l'échange se détériorent de 11,9%, suite à une baisse des prix à l'export (-6,8%) et une hausse des prix à l'import (+5,8%).

Par ailleurs, le taux de couverture (des importations par les exportations) ressort à 108,9%, soit un retrait de 22,1 points de pourcentage, comparativement à fin novembre 2017.

Le tassement des exportations en valeur est consécutif à une régression des ventes des produits primaires (-6,8%) et des produits transformés (-6,4%), dont les prix accusent une baisse de 8,0% et 4,8%, respectivement.

Le reflux des produits primaires en valeur découle essentiellement du cacao fèves (-17,7%), du caoutchouc (-16,6%) et de la noix de cajou (-4,8%). Ces trois produits subissent une chute des prix de 16,2%, 18,5% et 7,5%, respectivement.

Quant aux produits transformés, leur recul est le corollaire de la mévente des produits de la première transformation (-8,6%), notamment le cacao transformé (-15,5%) qui enregistre un retrait des prix de 14,3%.

Toutefois, les importations progressent en valeur grâce à l'ensemble de leurs composantes. Il s'agit notamment des biens intermédiaires (+38,7%) et des biens d'équipement (+9,5%). Ceux-ci profitent d'une majoration des prix à l'import de 12,6% et 5,7%, respectivement.

Les biens intermédiaires sont impulsés essentiellement par le renchérissement des achats en valeur de pétrole brut (+92,8%), de « fer, fonte acier et ouvrage en métaux » (+30,7%) et de produits métalliques (+48,0%).

Les biens d'équipement sont soutenus par un accroissement des commandes de matériels de transport routier (+18,0%), de machines électriques (+20,5%) et de machines mécaniques (+11,2%).

Situation monétaire et financière

A fin novembre 2018, la situation monétaire se caractérise par un accroissement de la masse monétaire au sens large (M2) de 12,6% pour atteindre 9 240,2 milliards. Cette hausse provient de la progression simultanée des actifs extérieurs nets (+1,6% ; +27,5 milliards) et des créances intérieures (+14,2% ; +1 118,3 milliards).

Les créances intérieures, quant à elles, augmentent en lien avec les hausses des créances nettes sur l'administration centrale (+19,0% ; +351,5 milliards) et des créances nettes sur l'économie (+12,7% ; +766,8 milliards).

Les crédits à l'économie bénéficient de la hausse des nouvelles mises en place de crédits ordinaires, dont le montant cumulé sur les onze premiers mois de l'année 2018 s'élève à 4 521,4 milliards, en augmentation de 557,9 milliards (+14,1%). Cette hausse est attribuable à l'accroissement des crédits accordés aux « Particuliers » (+248,5 milliards), aux « Autres sociétés » (+154,0 milliards), aux « Clients divers » (+117,8 milliards), aux « Entreprises individuelles » (+71,3 milliards), aux « Personnels des banques » (+8,8 milliards) et à la « Clientèle financière » (+7,6 milliards). Toutefois, cette croissance est amoindrie par la baisse des crédits octroyés aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (-23,3 milliards), aux « Coopératives et groupements villageois » (-10,9 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (-10,5 milliards) et aux « Assurances et caisses de retraite » (-1,9 milliards).

Les escomptes d'effets de commerce et les dépôts ressortent respectivement à 968,3 milliards et à 1 772,7 milliards correspondant à des hausses de 22,8% (+179,7 milliards) pour les escomptes d'effets de commerce et de 6,7% (+111,5 milliards) pour les dépôts.

S'agissant des conditions de banques, les taux moyens appliqués sur la période sous revue, sont de 6,3% pour les crédits ordinaires (en baisse de 0,1%), de 6,9% pour les

escomptes d'effets de commerce (en recul de 0,2%) et de 4,9% pour les dépôts (en retrait de 0,1%). La durée moyenne des crédits se situe à 19,8 mois, en baisse de 1,0 mois par rapport à son niveau des onze premiers mois de 2017.

Poursuite du reflux des indices boursiers de référence

Le marché boursier sous régional est marqué par le repli des indices boursiers de référence et de la capitalisation boursière composite.

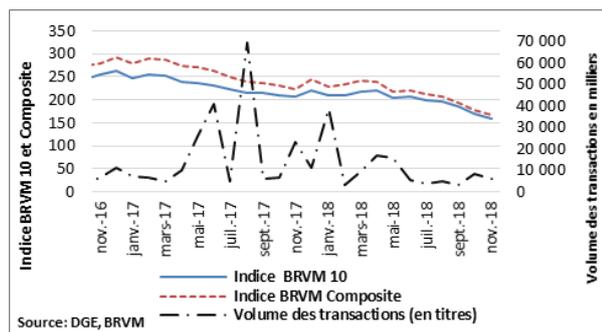
L'indice BRVM 10 perd 13,8% et l'indice BRVM composite fléchit de 17,7%. Ces baisses s'expliquent par la contraction de l'ensemble des indices sectoriels excepté l'indice « BRVM-Autres secteurs ». Les indices « BRVM-Industries » (-34,5%), « BRVM-Distribution » (-21,6%), « BRVM-Finances » (-19,6%), et « BRVM- Transport » (-18,9%) enregistrent les plus fortes baisses.

La capitalisation boursière recule de 11,8% et se situe à 7 989,8 milliards. Ce repli provient de la contraction de 22,5% de la capitalisation du marché des actions atténuée par une hausse de 9,6% de la capitalisation du marché des obligations. La valeur totale transigée régresse de 6,7% et le volume total transigé de 43,9%.

Au mois de novembre 2018, la rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché a été de 7,4%. Quant au taux de rendement moyen, il s'est situé à 8,3%. La rentabilité globale moyenne au 30 novembre 2018 a atteint 3,7% avec un PER³ moyen de 10,9 et une prime de risque à 3,1%.

³ Price Earning Ratio

Graphique 7 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



En conclusion, l'activité économique poursuit son dynamisme amorcé en début d'année. Cette embellie est impulsée par la bonne tenue de l'ensemble des secteurs, notamment les industries manufacturières, le BTP et le secteur tertiaire. Au niveau du secteur primaire, les productions des principales cultures d'exportation affichent une évolution globalement satisfaisante, en dépit des cours mondiaux peu favorables aux producteurs.

Le cadre macroéconomique reste donc globalement solide, marqué par une inflation et un déficit budgétaire maîtrisés ainsi qu'un financement soutenu de l'économie.

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel							Variations en glissement (cumul de la période)	
	avr.-18	mai.-18	juin.-18	juil.-18	août.-18	sept.-18	oct.-18		nov.-18
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	33,8%	49,6%	56,3%	51,3%	39,7%	42,2%	40,6%	3,2%	34,0%
Cours du cacao	33,8%	34,1%	20,6%	18,5%	9,2%	9,8%	1,8%	2,7%	12,9%
Cours de l'euro par rapport au dollar US	13,7%	6,4%	4,3%	1,6%	-2,1%	-2,0%	-2,7%	-3,4%	5,4%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao*	nc	nc	0,0%	nc	nc	-23,4%	nc	nc	nc
Café*	nc	nc	529,5%	nc	nc	1842,4%	nc	nc	nc
Anacarde	15,2%	6,7%	143,1%	112,5%	1886,9%	nc	nc	nc	4,3%
Secondaire									
IHPI global	-4,7%	-2,0%	8,9%	18,3%	-6,9%	-0,1%	37,4%	4,0%	4,1%
IHPI hors extraction	-3,6%	-2,0%	13,4%	19,2%	-6,3%	0,9%	42,7%	3,5%	5,6%
BTP	13,9%	54,7%	-4,5%	20,4%	1,7%	0,7%	4,3%	-13,1%	11,7%
Production d'électricité	1,8%	-2,8%	1,8%	0,2%	0,5%	3,5%	2,4%	2,1%	0,7%
Production de produits pétroliers	-18,0%	13,1%	21,5%	5,2%	14,9%	16,0%	33,1%	-16,7%	9,2%
Pétrole brut	-11,3%	-8,8%	-18,9%	15,9%	-13,3%	-7,4%	1,7%	11,9%	-7,9%
Gaz naturel	-10,8%	-5,3%	-4,5%	-16,7%	-7,1%	-17,6%	-12,2%	-2,1%	-9,1%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) ⁴	3,7%	5,5%	7,3%	9,2%	9,4%	12,8%	8,7%	9,0%	9,2%
Trafic global maritime	10,2%	-1,4%	-5,8%	28,3%	1,4%	-2,9%	2,0%	nc	nc
Total voyageurs aérien	4,0%	-0,5%	8,0%	2,2%	4,6%	8,7%	7,7%	4,4%	4,6%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	16,7%	20,3%	33,3%	37,4%	0,9%	-1,2%	19,4%	23,1%	17,7%
Echanges extérieurs⁵									
Exportation en valeur	-12,7%	-5,7%	-12,6%	-4,7%	-5,5%	-16,5%	25,1%	22,8%	-6,7%
Importation en valeur	15,8%	13,0%	17,4%	9,8%	41,5%	-2,7%	7,4%	-0,6%	12,2%
Solde commercial ⁴	131,23	-14,57	-17,97	-109,66	-216,98	-84,22	-5,91	192,12	481,90
Financement									
Masse Monétaire (M2)	10,0%	10,0%	10,9%	11,6%	11,4%	11,6%	12,6%	12,6%	12,6%
Actifs Extérieurs nets	45,4%	42,9%	0,5%	14,5%	12,8%	9,0%	9,6%	1,6%	1,6%
Créances intérieures	3,9%	5,3%	15,7%	15,1%	14,4%	12,9%	15,2%	14,2%	14,2%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-21,7%	-15,9%	27,8%	20,9%	19,6%	21,9%	20,1%	19,0%	19,0%
Créances sur l'économie	11,7%	12,5%	13,1%	13,5%	12,9%	10,4%	13,7%	12,7%	12,7%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	-6,9%	61,4%	7,5%	-3,8%	-6,9%	0,4%	2,9%	20,2%	3,1%
Dépenses totales & Prêts nets	40,4%	-2,4%	6,0%	-4,9%	7,0%	22,8%	-16,8%	12,9%	3,8%
Investissement public	233,7%	-5,3%	3,2%	-48,5%	0,4%	371,2%	-17,6%	16,1%	7,4%
Solde budgétaire global ⁶	-121,15	20,17	-103,85	-206,64	-67,56	-51,72	-59,92	-94,53	-757,9
Prix à la consommation									
IHPC ⁷	0,1%	-1,0%	0,4%	0,2%	0,9%	0,5%	0,9%	1,8%	0,4%
Emploi									
Salariés secteur formel	7,4%	7,2%	7,6%	7,7%	7,3%	6,5%	6,6%	5,8%	5,8%
Dont secteur formel privé	7,7%	7,7%	8,1%	8,2%	7,9%	6,9%	7,2%	6,4%	6,4%

Direction Générale de l'Economie

Direction des Prévisions, des Politiques

et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel : (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :

Sous-Direction de la Conjoncture

Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci

Tel : 20200924/20200925

⁴ : Indice du chiffre d'affaire base 100 : 2013⁵ : Hors biens exceptionnels⁶ : Niveau en milliards de FCFA⁷ : Données trimestrielles⁷ : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

nc : non concerné

nd : non disponible